

# L'INFORMATEUR PUBLIC ET PRIVÉ



**AAPI**

Association sur l'accès  
et la protection de l'information

BULLETIN D'INFORMATION CONCERNANT  
L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

VOLUME 21

JANVIER / DÉCEMBRE 2015

DANS CE NUMÉRO

**INDEX DES SUJETS**  
**INDEX DES RÉSUMÉS**  
**DES DÉCISIONS**  
**DE LA COMMISSION**  
**ET DES TRIBUNAUX**  
**SUPÉRIEURS**

\* **SOQUIJ** | Intelligence juridique

[WWW.AAPI.QC.CA](http://WWW.AAPI.QC.CA)

# INDEX DES BULLETINS L'INFORMATEUR



## AAPI

Association sur l'accès  
et la protection de l'information

### INDEX DES SUJETS

#### AAPI, VOTRE ASSOCIATION

Des nouvelles de votre association Vol. 21 (1), 3-5  
Vol. 21 (2), 3-4  
Vol. 21 (3), 2-6

#### ARTICLES

Cent fois sur le métier remettez  
votre ouvrage... Vol. 21 (4), 3-6

Commission d'accès à l'information :  
saviez-vous que... ? Vol. 21 (2), 5-6

Commission d'accès à l'information :  
saviez-vous que... ? Vol. 21 (1), 9-10

La fin du transfert des données à  
caractère personnel de l'Union  
européenne vers les États-Unis Vol. 21 (4), 7-8

Le caractère abusif d'une  
demande d'accès : quand et  
comment le soulever ? Vol. 21 (2), 10-12

Le droit à la vie privée et les  
écoutes électroniques Vol. 21 (1), 11-14

Loi fédérale sur la protection des  
renseignements personnels numériques :  
déclaration obligatoire d'une atteinte  
aux mesures de sécurité Vol. 21 (3), 13-15

Mégadonnées : opportunités,  
risques et défis Vol. 21 (2), 13-16

Port de caméras corporelles par  
les agents et les policiers : quand  
et comment ? Survol de l'orientation  
récente publiée par la CAI Vol. 21 (1), 6-8

Union européenne – Identification  
électronique et services de confiance Vol. 21 (3), 22-23

Utilisation des tablettes et des  
téléphones intelligents et stratégie  
de protection des renseignements  
personnels et confidentiels Vol. 21 (2), 7-9

#### BILLETS DE LA PRÉSIDENTE

Billet de la présidente Vol. 21 (1), 2  
Vol. 21 (2), 2

L'AAPI, une année de grands défis ! Vol. 21 (4), 2

#### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Billet sur la décision *J.B. c. Québec*  
(*Ministère de l'éducation, du loisir et*  
*du sport*), 2015 QCCA 44 Vol. 21 (2), 19-20

Les faits saillants de la jurisprudence  
de 2014 et les impacts sur nos  
pratiques en AIPRP Vol. 21 (2), 21-31

Secteur municipal : exposé en bref  
des incidences de trois décisions  
de la Commission d'accès à  
l'information sur les pratiques Vol. 21 (2), 17-18

#### CONTRIBUTION CAI

«Orientations gouvernementales  
pour un gouvernement plus transparent,  
dans le respect et le droit à la vie privée  
et à la protection des renseignements  
personnels» : la CAI détaille son  
point de vue dans un mémoire Vol. 21 (3), 7-9

#### COURRIER DE L'INFORMATEUR

Refus en vertu de l'article 37 de la  
*Loi sur l'accès aux documents des*  
*organismes publics et sur la protection*  
*des renseignements personnels* Vol. 21 (1), 15-16

#### DOSSIERS

Mieux gérer le traitement des  
demandes d'accès : conseils pour  
faciliter l'audition Vol. 21 (3), 10-12

Relations de travail et accès  
à l'information : Comment gérer  
sans s'y perdre ? Vol. 21 (4), 9-10

## NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS

### Nouvelles d'ailleurs...

Australie – Des notes «post-it» pour contourner la loi Vol. 21 (3), 20

Droit administratif, éthique publique et imputabilité – Australie – Le conflit d'intérêts : personne n'est à l'abri Vol. 21 (4), 13

Evidence Transparency Framework – International – La contribution des organisations de la société civile à l'amélioration de la reddition de comptes gouvernementale Vol. 21 (4), 13

Evidence Transparency Framework – OCDE – Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques Vol. 21 (4), 12-13

France – Huit mises en demeure à des sites de rencontre Vol. 21 (3), 21

France – Surveillance et les droits des personnes Vol. 21 (3), 20

Gestion des ressources informationnelles – Asie-Pacifique – Une maturité numérique inégale selon les pays Vol. 21 (4), 13

Gouvernance et management – Royaume-Uni – Transparence sur l'utilisation des données probantes Vol. 21 (4), 12

Santé et services sociaux – Nouvelle-Zélande – Le dossier de santé électronique Vol. 21 (4), 14

Services en ligne – États-Unis – Processus d'identification aux services en ligne Vol. 21 (4), 14

**Nouvelles d'ici...** Vol. 21 (4), 11  
Vol. 21 (4), 11-12

Canada – Des craintes concernant la vie privée se dressent à l'égard de la télématique Vol. 21 (3), 17

Canada – La commissaire à l'information conteste la constitutionnalité de la *Loi sur l'abolition du registre des armes d'épaule* Vol. 21 (3), 17

Canada – Les commissaires à la vie privée invitent les entreprises à la prudence lorsqu'elles permettent aux employés d'utiliser leurs propres appareils mobiles et ordinateurs dans le cadre du travail Vol. 21 (3), 16

Canada – Nouvelles lignes directrices en matière de transparence au niveau fédéral Vol. 21 (3), 16

Canada – Projet de loi C-68 – Modification proposée à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* Vol. 21 (3), 17

Canada – Protection de la vie privée Vol. 21 (4), 11

Canada – Publicité comportementale en ligne – Rapport de recherche Vol. 21 (3), 16

Colombie-Britannique – Consultation portant sur l'information concernant les renseignements sur les dossiers criminels qui est disponible en ligne en Colombie-Britannique Vol. 21 (3), 18

Québec – Consultation publique à venir pour un gouvernement plus transparent Vol. 21 (3), 18

Québec – Étude sur la conformité des compagnies fournissant l'accès à Internet Vol. 21 (3), 19-20

Québec – Les principes fondamentaux dans le domaine du droit de la protection des données personnelles Vol. 21 (3), 19

Québec – Outil pratique sur le site de la CAI Vol. 21 (3), 18

Québec – Québec : la réforme de l'accès à l'information n'est qu'un début Vol. 21 (3), 19

## INDEX DES RÉSUMÉS DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION ET DES TRIBUNAUX SUPÉRIEURS

### CHAMP D'APPLICATION

SECTEUR PUBLIC – droit résultant d'une autre loi – *Loi sur la qualité de l'environnement* – article 118.5 – accès à un registre.

**2015-21** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – prépondérance de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – *Loi sur les contrats des organismes publics* – loi postérieure – droit d'accès n'étant pas limité aux documents mentionnés à l'article 28 du *Règlement sur les contrats de services des organismes publics*.

**2015-35** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – assujettissement – entreprise incorporée – organisme municipal – conseil d’administration formé d’au moins un élu municipal – approbation du budget par la municipalité en vertu d’un contrat de gestion – aréna.

**2015-49** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – assujettissement – statut – organisme public ou tiers – filiale de deuxième rang d’un organisme public – filiale d’un organisme public dont les activités sont à l’extérieur de la province – critère du fonds social faisant partie du domaine de l’État – patrimoine distinct – portée extraterritoriale de la décision – documents détenus au Québec – appel.

**2015-50** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – détention d’un document – détention juridique – cégep – partenariat avec une entreprise de recherche et de développement – accès à des documents relatifs à la gestion des ressources humaines de l’entreprise – entente de gestion – reddition de compte – ressources humaines – relation contractuelle ou autres liens juridiques étroits entre le cégep et l’entreprise.

**2015-33** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – détention d’un document – détention juridique – municipalité – lien juridique étroit – accès à des documents touchant la gestion d’une organisation située dans la municipalité – organisation non assujettie à la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – élus municipaux siégeant au conseil d’administration de l’organisation – droit de regard – appel.

**2015-34** Vol.21 (3)

## COMPÉTENCE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

SECTEUR PUBLIC – Commission d’accès à l’information – compétence – accès – organisme-employeur – rapport d’enquête à la suite d’une plainte de harcèlement psychologique – arbitre de griefs – mesure disciplinaire imposée étant devenue périmée – convention collective.

**2015-51** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – Commission d’accès à l’information – compétence – rectification – organisme-employeur – contenu d’expertises médicales conservées au dossier du demandeur – arbitre de griefs – litige portant sur l’interprétation de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

**2015-52** Vol.21 (4)

## DIVERS

SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – avocat – documents échangés entre l’avocat et son client – renseignement confidentiel – immunité de divulgation à l’égard des tiers.

**2015-19** Vol.21 (2)

## DROIT D’ACCÈS

SECTEUR PUBLIC – accès à des documents relatifs à une cotisation reposant sur des remises de taxes de vente du Québec impayées résultant de l’exploitation conjointe d’une entreprise avec d’autres personnes.

**2015-54** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – agence de santé et de services sociaux – appel d’offres – services d’hébergement et de soins de longue durée – accès à des documents reliés à certains critères d’évaluation.

**2015-35** Vol.21 (3)

SECTEUR PRIVÉ – assurance – dossier d’un assuré – refus d’une réclamation.

**2015-1** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – Autorité des marchés financiers – poursuite contre le demandeur – accès aux montants totaux des comptes d’honoraires professionnels des avocats, des huissiers, des sténographes et aux frais d’expert d’un juricomptable.

**2015-55** Vol.21 (4)

SECTEUR PRIVÉ – centre de la petite enfance – renvoi définitif de l’enfant des demandeurs – accès au dossier visant l’enfant et les demandeurs.

**2015-2** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – centre local de développement d’une municipalité régionale de comté – accès à des renseignements touchant sa gestion et son administration.

**2015-36** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – éducation – commission scolaire – école – formulaires de recommandation remplis par des membres du personnel de l’école pour l’admission à des établissements d’enseignement américains.

**2015-5** Vol.21 (1)

SECTEUR PRIVÉ – entreprise de soins de santé vendant des produits aux professionnels de la santé – accès aux documents relatifs au congédiement du demandeur.

**2015-3** Vol.21 (1)

SECTEUR PRIVÉ – institution financière – accès au dossier de succession – demandeur agissant à titre de liquidateur.

**2015-53** Vol.21 (4)

- SECTEUR PUBLIC – Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine – accès à la grille d’inspection et au guide d’interprétation utilisés par les inspecteurs à l’occasion des inspections dans les centres de la petite enfance et les services de garde éducatifs.  
**2015-56** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – Ministère de la Santé et des Services sociaux – documents relatifs à un projet de loi intitulé *Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac* – appel.  
**2015-19** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – Ministère des Relations internationales et de la Francophonie – stage de coopération internationale – décès du fils du demandeur – accès aux documents touchant les cas de décès et d’incidents de coopérants et de stagiaires en mission pour les organismes de coopération internationale à l’étranger – nature du problème rencontré, nom des organismes de coopération internationale, année du stage et pays d’accueil.  
**2015-6** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – Ministère du Conseil exécutif – documents relatifs à un projet de loi intitulé *Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac* – appel.  
**2015-20** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – Ministère du Développement durable, de l’Environnement, de la Faune et des Parcs – accès aux documents joints à un certificat d’autorisation visant un tiers.  
**2015-21** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – accès aux plans contenus dans un permis de construction portant sur un projet de redéveloppement du site d’une ancienne église.  
**2015-7** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – informations relatives aux programmes d’équité salariale et de maintien de celle-ci.  
**2015-8** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – rapport d’enquête réalisé à la suite du suicide d’un pompier.  
**2015-57** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – municipalité – taxes municipales impayées – accès aux courriels échangés entre le greffier de la municipalité et des membres du personnel de celle-ci et aux documents provenant d’avocats exerçant en pratique privée.  
**2015-37** Vol.21 (3)
- SECTEUR PRIVÉ – notaire – notes prises pour la préparation du testament du conjoint de la demanderesse.  
**2015-18** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – ordre professionnel – Chambre des notaires du Québec – controverse visant la légalité de rédiger des déclarations de copropriété uniquement en anglais – accès à une opinion juridique.  
**2015-38** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – ordre professionnel – Ordre des opticiens d’ordonnances du Québec – élection à la présidence – documents relatifs au processus électoral et nécessaires à une demande de recomptage – interprétation de «documents détenus dans le cadre du contrôle de l’exercice de la profession» [art. 108.1 C. prof.].  
**2015-9** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – Organisme d’autoréglementation du courtage immobilier du Québec – plainte – courtier immobilier – demande d’indemnisation présentée au Fonds d’indemnisation du courtage immobilier – comité d’indemnisation – rejet de la demande – accès au dossier complet du comité d’indemnisation.  
**2015-22** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – organisme municipal – loi d’intérêt privé – organisme fondé par une municipalité régionale de comté et une entreprise privée demeurées seules actionnaires – personne morale de droit public – gestion de contrats de collecte de déchets et de contrats de collecte, de transport et de traitement de matières recyclables – accès à la convention unanime d’actionnaire et aux états financiers vérifiés.  
**2015-39** Vol.21 (3)
- SECTEUR PRIVÉ – professionnel de la santé – clinique médicale – demandeur ayant postulé un emploi dans une ville – processus d’embauche – accès aux documents touchant des tests médicaux et psychométriques.  
**2015-4** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – proposition d’un projet de recherche faite par l’université – absence de réserve des droits relatifs à la propriété intellectuelle.  
**2015-40** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – Régie des matières résiduelles – appel d’offres – accès à des soumissions et à des cautionnements – coûts ventilés relativement à la prestation de divers services, liste d’équipements détenus ou devant être obtenus en raison d’une promesse d’achat, attestation délivrée par Revenu Québec et cautionnements proposés ou effectifs en vue d’assurer la réalisation du contrat.  
**2015-58** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – santé et services sociaux – accès à des documents liés à une entente conclue avec une université – recherche portant sur un instrument de mesure de la qualité des services rendus à des usagers.  
**2015-40** Vol.21 (3)



SECTEUR PUBLIC – santé et services sociaux – accès au dossier d'un usager – curateur aux biens et à la personne.

**2015-41** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – santé et services sociaux – centre intégré – plainte pour harcèlement psychologique – enquête – accès au rapport d'enquête.

**2015-51** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – santé et services sociaux – centre jeunesse – accès au dossier de l'enfant âgé de plus de 14 ans du demandeur – consentement de l'enfant.

**2015-10** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – santé et services sociaux – dossier d'un usager.

**2015-42** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – santé et services sociaux – ouverture d'un régime de protection – contestation – travailleur social – contre-expertise – accès au dossier de l'usager afin de préparer une évaluation psychosociale.

**2015-43** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – sécurité du revenu – ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale – vie maritale non déclarée – rapport d'enquête – accès aux résumés des témoignages et aux déclarations des témoins.

**2015-23** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – sécurité publique – Sûreté du Québec.

**2015-11** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – Société de transport de Montréal – bande vidéo – caméra de surveillance – altercation entre des policiers et une personne dans une station de métro – coups de feu tirés par les policiers – décès de la personne.

**2015-24** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – substance d'un document – document caviardé – compréhension du document.

**2015-57** Vol.21 (4)

## DROIT DE RECTIFICATION

SECTEUR PUBLIC – Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) – administrateur et dirigeant d'une entreprise ayant demandé la rectification des montants de la couverture de protection personnelle prise par l'entreprise en son nom auprès de la CSST – divergence d'interprétation sur les revenus à comptabiliser pour établir la protection – absence de renseignement inexact, incomplet ou équivoque – dossier de l'employeur auprès de la CSST – renseignement confidentiel.

**2015-60** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – Ministre de la Sécurité publique – rapport présentenciel – peine imposée par un tribunal sur la base du rapport – modification des faits pouvant altérer la substance de la décision du tribunal – atteinte aux principes de la stabilité du processus judiciaire.

**2015-25** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – municipalité – dossier d'enquête policière – adolescent – demande de destruction – conservation du document dans l'exercice des fonctions policières – utilisation limitée à des fins administratives et légales reliées à l'embauche – contexte de procédures judiciaires résultant des décisions prises – conservation autorisée par la loi pour l'application de la loi.

**2015-26** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – municipalité – registre des dépenses – renseignement inexact, incomplet ou équivoque – nom du demandeur inscrit sur des comptes d'honoraires professionnels et retranscrit dans le registre – demandeur associé par erreur à une procédure judiciaire – erreur non visée à l'article 89 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – proposition d'une note corrective au registre.

**2015-44** Vol.21 (3)

SECTEUR PRIVÉ – professionnel de la santé – clinique médicale – médecin – expertise médicale effectuée à la demande de l'employeur – renseignement inexact, incomplet ou équivoque – expression citée entre guillemets – résumé de certains faits – perception du médecin – choix des faits et des termes utilisés – avis, opinions et conclusions du médecin – renseignements de nature subjective.

**2015-59** Vol.21 (4)

## PROCÉDURE D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION (ET MODALITÉS D'EXERCICE)

SECTEUR PUBLIC – demande relevant d'un autre organisme – ministre de la Sécurité publique.

**2015-11** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – motif de refus – omission d'invoquer un motif facultatif.

**2015-20** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – responsable de l'accès – absence de désignation – omission de transférer la demande d'accès au responsable statutaire de l'accès – refus réputé – réponse donnée par un membre du personnel de l'organisme – ignorance de la loi – omission de motiver le refus par une restriction à l'accès – forclusion – applicabilité de l'article 37 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

**2015-12** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – responsable de l'accès – devoir d'assistance – municipalité – service de police – documents relatifs aux enquêtes indépendantes menées à la suite d'incidents survenus durant la détention d'individus par le service de police – documents repérables au moyen d'informations précises – omission du responsable de demander les précisions requises en vue de parfaire la recherche – absence d'obstruction à l'accès.

**2015-13** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – traitement de la demande – consultation sur place – devoir d'assistance – dossier médical – document illisible – archiviste médicale – assistance insuffisante – demande d'une version dactylographiée ou lisible – ordonnance – obligation de l'organisme de procurer l'assistance d'un professionnel qualifié.

**2015-27** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – traitement de la demande – motif de refus – motif facultatif – tardiveté – critères à considérer – motif raisonnable – responsable de l'accès – omission de lire le document avant de rendre sa décision – forclusion.

**2015-28** Vol.21 (2)

## **PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS**

### **PERSONNELS ET NOMINATIFS**

SECTEUR PUBLIC – Agence du revenu du Québec – demande d'accès faite par un employé – accès au nombre de dossiers fermés par ses collègues et au type de chaque dossier réglé par chacun sans nommer les collègues – comparaison de sa production avec celle de ses collègues – renseignement touchant l'évaluation personnelle du travail et non la fonction – possibilité de relier les renseignements aux employés en cause.

**2015-29** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – agissements des policiers dans l'exercice de leurs fonctions – endroit public – possibilité de masquer les visages – substance d'un document.

**2015-24** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – contribution de l'employeur à un régime de retraite d'un cadre ou à un régime d'assurance – avantage financier à même des fonds publics – traitement – caractère public du renseignement – identité du titulaire d'une carte de crédit institutionnelle – dépenses de l'organisme qui ne relèvent pas de la discrétion de l'employé – renseignement ne révélant pas la manière dont l'employé a choisi d'exercer sa fonction.

**2015-36** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – éducation – rapport rédigé par un avocat relativement à la situation d'une commission scolaire – déclarations des personnes rencontrées – renseignement confidentiel – absence de consentement à la divulgation – absence de caractère public du renseignement.

**2015-28** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – enquête de harcèlement psychologique – nom des employés – manière dont une personne accomplit ses tâches – renseignement confidentiel.

**2015-57** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – Fonds de recherche du Québec – Société et Culture – nom des personnes ayant été recrutées pour faire partie de comités d'évaluation des demandes de bourses – renseignement personnel – renseignement confidentiel – absence de caractère public du renseignement – absence de consentement à la divulgation.

**2015-30** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – Ministère de la Famille et des Aînés – accès aux codes postaux des personnes responsables des services de garde en milieu familial à contribution réduite et à la date d'obtention de la reconnaissance attribuée à ces personnes – renseignement confidentiel – caractère public du renseignement – avantage économique conféré en vertu d'un pouvoir discrétionnaire – nom et adresse de l'établissement du titulaire d'un permis – registre du bureau coordonnateur indiquant la date d'obtention de la reconnaissance.

**2015-61** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – municipalité – congédiement d'un employé – règlement hors cour – accès à la somme versée à titre d'indemnité de perte d'emploi et aux honoraires payés à l'avocat de la municipalité – renseignement confidentiel – absence de caractère public du renseignement – indemnité pour compenser une perte – absence d'avantage conféré par la municipalité – secret professionnel.

**2015-14** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – municipalité – service de police – arrestation de la demanderesse lors d'une manifestation – accès aux images filmées par une caméra de surveillance – images de plusieurs personnes identifiables – renseignement confidentiel – absence de consentement à la divulgation – caviardage des images – substance d'un document – images de policiers – caractère public du renseignement.

**2015-62** Vol.21 (4)

- SECTEUR PUBLIC – Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec – salaire – président-directeur général – validité constitutionnelle – article 57 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – vie privée – encadrement législatif différent de celui applicable aux ordres professionnels – transparence et imputabilité – mission de protection du public – atteinte justifiée – appel.  
**2015-31** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – renseignement confidentiel – liste des personnes rencontrées – opinions de personnes portant sur le comportement, la personnalité, l'attitude ou la réputation d'une autre personne ou d'un collègue de travail.  
**2015-51** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – renseignement personnel – identification d'une personne – renseignement suffisant pour déterminer de qui il s'agit parmi un groupe de personnes – renseignement suffisamment précis pour qu'un tiers puisse procéder à l'identification – accumulation d'indices susceptible de révéler l'identité.  
**2015-6** Vol.21 (1)
- SECTEUR PRIVÉ – renseignement visant un tiers – décès – absence de consentement à la divulgation.  
**2015-18** Vol.21 (2)
- RECOURS**
- SECTEUR PUBLIC – appel – décision interlocutoire – assujettissement – statut.  
**2015-50** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – appel – droit d'appel – question mixte de fait et de droit – débat de portée générale et légale.  
**2015-34** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – appel – norme de contrôle – interprétation de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* – objectif relié à l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – interprétation intimement liée aux fonctions essentielles conférées à la Commission d'accès à l'information.  
**2015-19** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – appel – Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec – salaire – président-directeur général – vie privée – validité constitutionnelle – article 57 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – atteinte justifiée.  
**2015-31** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – appel.  
**2015-20** Vol.21 (2)
- SECTEUR PRIVÉ – autorisation de ne pas tenir compte d'une demande d'accès – abus de droit – demandes successives – hors délai.  
**2015-2** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – contrôle judiciaire – accès à des documents relatifs au dossier des orphelins de Duplessis – mémoires du Conseil des ministres.  
**2015-45** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – moyen de non-recevabilité – demande de destruction d'un document – Commission d'accès à l'information – compétence.  
**2015-26** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – moyen de non-recevabilité – demande de rectification – rapport présentenciel – rapport ordonné par un tribunal – atteinte aux principes de la stabilité du processus judiciaire.  
**2015-25** Vol.21 (2)
- SECTEUR PRIVÉ – décision interlocutoire – suspension des procédures – demande de rectification – expertise médicale – recours concurrents – plainte disciplinaire – Collège des médecins du Québec – recours en dommages-intérêts – risque de jugements contradictoires – préjudice irréparable – possibilité de dévoiler des éléments de défense prématurément – objet des recours – saine administration de la justice.  
**2015-15** Vol.21 (1)
- SECTEUR PRIVÉ – objection préliminaire – recevabilité de la preuve – enregistrement et transcription d'une expertise psychiatrique – enregistrement effectué à l'insu du médecin – pertinence – rectification d'éléments factuels – absence de déconsidération de l'administration de la justice.  
**2015-59** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – appel – intérêt pour agir – Ordre professionnel des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec – accès à un rapport d'enquête rédigé par un conseiller en relations industrielles agréé – secret professionnel – ordre professionnel n'étant pas partie et n'ayant pas participé au débat devant la Commission d'accès à l'information – interprétation de «personne directement intéressée» [art. 147 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*] – appel théorique – recherche d'une déclaration sur la protection des rapports d'enquête par le secret professionnel.  
**2015-32** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – application de l'article 137.1 alinéa 2 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – conformité d'une demande – objet de la loi



– protection des renseignements personnels – Autorité des marchés financiers – accès à la liste de tous les représentants et conseillers actifs autorisés à exercer des activités – protection du public – utilisation dans un but d'étude, de défense et de développement des intérêts des membres du demandeur.

**2015-63** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – autorisation de ne pas tenir compte d'une demande d'accès – traitement susceptible de nuire aux activités de l'organisme – nature des documents visés – complexité du traitement – vocabulaire spécialisé – consultation d'un expert – évaluation du temps de traitement devant se faire de manière objective.

**2015-46** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – autorisation de ne pas tenir compte d'une demande d'accès – traitement susceptible de nuire aux activités de l'organisme – obligation du responsable.

**2015-47** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – contrôle judiciaire – honoraires professionnels – avocat – confidentialité – présomption de faits – présomption réfragable – secret professionnel – critères à considérer.

**2015-64** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – assignation d'un témoin – moyen de preuve disproportionné – application de l'article 18 du nouveau *Code de procédure civile* – règle de la proportionnalité – saine administration de la justice.

**2015-65** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – moyen préliminaire – chose jugée – décision rendue par un arbitre de griefs relativement à des expertises médicales – rectification – nécessité de la collecte de renseignements personnels au sens des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – absence d'identité d'objet.

**2015-52** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – ordonnance – communication de documents – renseignement fourni par un tiers – absence de consentement à la divulgation – tiers absent de l'audience – fardeau de la preuve – fardeau incombant au tiers – conditions d'application des restrictions au droit d'accès.

**2015-16** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – réouverture d'enquête – traitement de la demande – traitement incomplet – organisme ayant omis de chercher tous les documents pouvant être visés par la

demande – ordonnance de repérer les documents, de les produire et de présenter des arguments.

**2015-17** Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC – décision interlocutoire – transfert – lieu de l'audience – Commission d'accès à l'information – pratique – domicile du demandeur déterminant le lieu où est traitée et entendue une affaire – intérêt de la justice – contrainte de déplacement des témoins – absence d'inconvénient majeur.

**2015-48** Vol.21 (3)

## RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS

SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – *Code des professions* – article 60.4 – *Loi sur le Barreau* – article 131 – secret professionnel – privilège relatif au litige.

**2015-55** Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – opinion juridique – greffier – municipalité – responsable de l'accès étant avocat – fonction principale – gestionnaire ou administrateur – absence d'embauche à titre d'avocat exclusivement – opinions juridiques à l'occasion sur un sujet précis – documents provenant d'avocats pratiquant en pratique privée – opinion juridique et document faisant référence à une opinion juridique.

**2015-37** Vol.21 (3)

SECTEUR PUBLIC – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – secret professionnel – plans préparés par un architecte, des ingénieurs et un arpenteur-géomètre – consentement du promoteur à la divulgation d'une partie des plans de l'architecte lors d'une assemblée publique d'information – renonciation au secret professionnel pour la partie des plans divulguée.

**2015-7** Vol.21 (1)

SECTEUR PRIVÉ – *Code des professions* – *Charte des droits et libertés de la personne* – article 9 – *Code de déontologie des notaires* – article 35 – secret professionnel – application des critères de la relation avocat-client – renonciation implicite – demanderesse ayant assisté à la rencontre entre son conjoint et le notaire.

**2015-18** Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC – *Code des professions* – article 108.1 – document détenu dans le contrôle de l'exercice de la profession – obtention dans le contexte de la mission de protection du public – conformité de la pratique des membres – orientation légale en vue d'éclairer les décisions susceptibles d'influer sur la pratique.

**2015-38** Vol.21 (3)

- SECTEUR PUBLIC – *Code des professions* – articles 108.1 et 108.9 – documents détenus dans le cadre du contrôle de l'exercice de la profession – concept plus restrictif que celui de la protection du public – gestion interne de l'ordre professionnel.  
**2015-9** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – *Code des professions* – secret professionnel – auteur du rapport d'enquête – psychologue – opinion à titre d'enquêteur et non de psychologue – absence de relation professionnelle.  
**2015-51** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur l'administration fiscale* – articles 69 et 69.0.0.3 – renseignement concernant un tiers – renseignement confidentiel – renseignement nécessaire à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale à l'égard du demandeur – cotisation solidaire au nom du demandeur et d'une autre personne – allégation d'amalgame des dossiers fiscaux – renseignement nécessaire à l'exercice d'un recours.  
**2015-54** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* – article 101 – enquête policière au sujet d'un décès – rapport de police annexé au rapport du coroner – rapport du coroner non modifié – régime d'accès particulier – autorisation du ministre de la Sécurité publique requise.  
**2015-11** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur le courtage immobilier* – article 49.1 – serment de discrétion – prépondérance de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.  
**2015-22** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur les services de santé et les services sociaux* – article 18 – *Loi sur la protection de la jeunesse* – article 44 – renseignement concernant un tiers – renseignements fournis par des employés d'un centre de santé et de services sociaux – interventions relatives au signalement – employés n'étant pas des signalants dans le dossier.  
**2015-10** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur les services de santé et les services sociaux* – article 19 – dossier d'un usager – renseignement confidentiel – consentement de l'usager – décès – validité du consentement – absence de restriction à l'accès en cas de décès – renseignement concernant un tiers – renseignement donné en présence du demandeur et de l'usager.  
**2015-42** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur les services de santé et les services sociaux* – articles 19 et 22 – dossier d'un usager – renseignement confidentiel – consentement de l'usager ou de la personne pouvant donner un consentement en son nom – consentement non valide – application de l'article 87.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.  
**2015-43** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – *Loi sur les services de santé et les services sociaux* – interprétation de l'article 22 – communication nécessaire pour l'exercice du pouvoir de curateur – responsabilité de la garde et de l'entretien du majeur protégé – exercice des droits civils du majeur protégé.  
**2015-41** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – analyse – avis ou recommandation – effet sur une procédure judiciaire – grief.  
**2015-51** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – avis ou recommandation – appel d'offres – soumission – pointage – analyse – commentaires.  
**2015-35** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – avis ou recommandation – auteur du document.  
**2015-20** Vol.21 (2)
- SECTEUR PUBLIC – avis ou recommandation – équipe de travail – directeur général – municipalité – dans l'exercice de ses fonctions – consultant – décision ou recommandation – avis et recommandations faits par le consultant s'adressant à la municipalité et non au directeur général.  
**2015-8** Vol.21 (1)
- SECTEUR PRIVÉ – avis ou recommandation – évaluation psychologique du demandeur – résultats chiffrés et avis global du psychologue – décision finale.  
**2015-4** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – avis ou recommandation – proposition d'un projet de recherche faite par l'université – partie intégrante du contrat – document achevé.  
**2015-40** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – avis ou recommandation – recommandations touchant les gestionnaires et l'organisation du travail du service de sécurité incendie – titres des sections du rapport.  
**2015-57** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – avis ou recommandation – renseignement personnel contenu dans l'avis ou la recommandation – applicabilité de l'article 37 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.  
**2015-5** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – effet sur une procédure judiciaire – avis ou recommandation – document du cabinet – caractère public du renseignement – *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying*.  
**2015-19** Vol.21 (2)

- SECTEUR PRIVÉ – effet sur une procédure judiciaire – dépôt d’un recours devant la Commission d’accès à l’information – situation non visée par l’article 39 paragraphe 2 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* – entreprise craignant davantage l’attitude du demandeur qu’une poursuite judiciaire.  
**2015-53** Vol.21 (4)
- SECTEUR PRIVÉ – effet sur une procédure judiciaire – entreprise – renonciation – motif de refus – consentement à la collecte et à la communication des renseignements personnels par les demandeurs – absence d’engagement de l’entreprise à communiquer les renseignements personnels relatifs à la demande d’indemnisation.  
**2015-1** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – entrave – enquête – interprétation de «entraver une enquête» [art. 28 paragr. 2 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*].  
**2015-24** Vol.21 (2)
- SECTEUR PRIVÉ – épreuve destinée à l’évaluation des aptitudes – grille d’évaluation utilisée par la ville pour déterminer si une personne a le profil psychologique recherché pour l’emploi – absence de renseignement personnel – épreuve encore utilisée.  
**2015-4** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – évaluation des connaissances – évaluation de la conformité des centres de la petite enfance.  
**2015-56** Vol.21 (4)
- SECTEUR PUBLIC – nuisance à la compétitivité – capacité des organismes de coopération internationale d’attirer les meilleurs stagiaires – relation avec les partenaires.  
**2015-6** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – nuisance à la compétitivité du tiers – archives municipales – application de l’article 114.2 de la *Loi sur les cités et villes* et de la *Loi sur les archives* – droit d’accès.  
**2015-7** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – opinion juridique.  
**2015-38** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – personne chargée de réprimer le crime – fonction de prévention, de détection ou de répression du crime – comité d’indemnisation – Organisme d’autoréglementation du courtage immobilier du Québec – évaluation d’une demande d’indemnisation – fonction de se prononcer sur l’admissibilité des réclamations des victimes de fraude, de manoeuvres dolosives ou de détournement.  
**2015-22** Vol.21 (2)
- SECTEUR PRIVÉ – professionnel de la santé – renseignement sur la santé – antécédents personnels du demandeur et notes du médecin de l’entreprise – absence de préjudice grave pour la santé.  
**2015-4** Vol.21 (1)
- RSECTEUR PUBLIC – renseignement commercial – nom des personnes et des entreprises rencontrées en vue de la réalisation de projets financiers – renseignement appartenant à l’organisme – nature confidentielle du renseignement – avantage appréciable à une autre personne – nuisance à la compétitivité – préjudice sérieux – risque de perte – renseignement fourni par un tiers.  
**2015-36** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – renseignement commercial – renseignement financier – renseignement appartenant à l’organisme – risque de perte pour l’organisme – avantage appréciable à une autre personne – nuisance à la compétitivité – traitement confidentiel du renseignement – risque de révéler une stratégie d’emprunt, de gestion de dettes et de gestion de fonds – modèle d’affaires unique au Québec – coût élevé pour sa conception et sa négociation.  
**2015-39** Vol.21 (3)
- SECTEUR PUBLIC – renseignement concernant l’enfant du demandeur – renseignement concernant un tiers – absence de processus décisionnel – applicabilité de l’article 86.1 de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* – auteur des opinions et des commentaires – risque de nuire sérieusement à un tiers.  
**2015-5** Vol.21 (1)
- SECTEUR PRIVÉ – renseignement concernant le demandeur – renseignement concernant un tiers – nuisance à un tiers – courriels échangés entre des anciens collègues du demandeur et les gestionnaires de l’entreprise – pratiques et comportements du demandeur – mécanisme de dénonciation instauré en vue de favoriser des pratiques éthiques en milieu de travail.  
**2015-3** Vol.21 (1)
- SECTEUR PUBLIC – renseignement concernant le demandeur – renseignement concernant un tiers – risque de nuire sérieusement à un tiers – contexte dans lequel les propos ont été recueillis – enquêteur exerçant des pouvoirs de commissaire enquêteur – témoin ne pouvant refuser de répondre – enquêteur ne pouvant promettre la confidentialité – risque potentiel d’intimidation des témoins.  
**2015-23** Vol.21 (2)
- SECTEUR PRIVÉ – renseignement concernant le demandeur – renseignement concernant un tiers – risque de nuire sérieusement à un tiers – document rapportant les faits et les gestes accomplis par l’enfant

- faits neutres observés en garderie - document rapportant le comportement des demandeurs - conflit entre les demandeurs et le personnel du centre de la petite enfance.

**2015-2**

Vol.21 (1)

SECTEUR PUBLIC - renseignement fourni par un tiers - renseignement commercial - interprétation de «renseignements techniques» - secret industriel - renseignement confidentiel - traitement confidentiel du renseignement - avantage appréciable à une autre personne - nuisance à la compétitivité du tiers.

**2015-21**

Vol.21 (2)

SECTEUR PUBLIC - renseignement fourni par un tiers - renseignement commercial - renseignement financier - avantage appréciable à une autre personne - nuisance à la compétitivité du tiers - nature confidentielle du

renseignement - traitement confidentiel du renseignement - *Loi sur l'administration fiscale* - secret fiscal.

**2015-58**

Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC - renseignement technique - renseignement lié à la législation et à la réglementation applicables aux centres de la petite enfance - renseignements appartenant à l'organisme - préjudice sérieux à l'organisme - avantage appréciable à une autre personne.

**2015-56**

Vol.21 (4)

SECTEUR PUBLIC - risque pour la sécurité d'une personne - divulgation de la séquence de l'inspection - plan visant à assurer la sécurité des enfants.

**2015-56**

Vol.21 (4)

# Le Guide pratique de l'AAPI en ligne

L'outil de travail essentiel du responsable de l'accès à l'information

L'AAPI et SOQUIJ collaborent afin de vous offrir la nouvelle version enrichie du Guide pratique de l'AAPI, essentiel à votre travail.

La version en ligne du Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information bénéficie de l'expertise de l'AAPI, avec son contenu pratique et ses documents types d'application, ainsi que du contenu et de l'environnement de diffusion de SOQUIJ, dont son moteur de recherche simple et convivial.



Pour vous abonner, communiquez avec notre service des abonnements par téléphone au 514 842-8745, option 2, ou encore, sans frais, au 1 800 363-6718





L'informateur PUBLIC ET PRIVÉ est un bulletin d'information électronique publié quatre fois par année par l'**Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)**. Association sans but lucratif, l'AAPI a pour mission de favoriser le développement et la compétence en accès à l'information et en protection de la vie privée; un de ses objectifs est de susciter la recherche et la réflexion en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

#### ÉDITEUR

Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)

#### CONCEPTION

Safran communication + design

#### COORDINATION

M<sup>me</sup> Linda Girard, directrice générale, AAPI

#### MONTAGE INFOGRAPHIQUE

Claude Bergeron

#### RÉSUMÉS DES DÉCISIONS

Société québécoise d'information juridique  
M<sup>e</sup> Lucie Allard

#### DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Bibliothèque et Archives Canada  
ISSN 1481 2215

Tous les textes contenus dans ce bulletin sont rédigés à des fins d'informations seulement. Pour l'application du droit à un cas particulier, le lecteur est prié de s'adresser à un conseiller juridique. Chaque auteur est responsable du contenu de son texte et l'A.A.P.I. ainsi que l'Informateur public et privé ne l'endossent aucunement. **Il est interdit de reproduire en totalité ou en partie ce document sans l'autorisation des auteurs.** L'emploi du masculin vise uniquement à alléger le texte.

Pour commentaires, suggestions ou abonnement, écrire à :

L'informateur public et privé  
C.P. 47065  
Québec (Québec) G1S 4X1  
Tél. : (418) 624-9285  
Fax : (418) 624-0738  
courriel : [aapi@aapi.qc.ca](mailto:aapi@aapi.qc.ca)

**[www.aapi.qc.ca](http://www.aapi.qc.ca)**

**Ce bulletin d'information a pour objectif de favoriser la recherche et la réflexion en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels et enfin, de vous informer et de diffuser toute information susceptible d'intéresser les responsables et les répondants de la Loi sur l'accès et de la Loi sur le secteur privé. Si vous disposez d'informations que vous jugez pertinentes ou si vous désirez émettre des commentaires sur les articles parus dans le présent bulletin, il suffit de nous en faire part en adressant un courriel à l'attention de madame Linda Girard, directrice générale : [aapi@aapi.qc.ca](mailto:aapi@aapi.qc.ca)**